

# Aperçu du marché

## P3: Royaume-Uni

### Faits saillants du secteur des infrastructures

Le marché des infrastructures du Royaume-Uni demeure une importante source d'activité commerciale pour les fabricants, les fournisseurs de services professionnels et les investisseurs canadiens. Les gouvernements britanniques successifs ont accordé la priorité au développement des infrastructures, en veillant à ce que cet aspect demeure toujours au cœur de la politique gouvernementale.

De plus en plus, la responsabilité des infrastructures est transférée aux administrations régionales (Écosse, pays de Galles et Irlande du Nord). Toutefois, l'Angleterre, qui compte 84 % de la population de la nation, demeure la plus importante source de travaux d'infrastructures et est principalement administrée par le gouvernement central de Londres.

Publié annuellement, le [National Infrastructure Delivery Plan](#) de 2016 (le Plan) décrit les détails de l'investissement de CAD \$780 milliards dans plus de 600 projets et programmes d'infrastructure dans tous les secteurs et répartis dans l'ensemble du R.-U. pour les cinq prochaines années. Pour la première fois, ce plan comprend également des infrastructures sociales avec des plans parlementaires pour le logement et la régénération à grande échelle ainsi que les nouvelles écoles locales, les hôpitaux et les investissements dans les prisons.

Le plan est étayé par le [National Infrastructure and Construction Pipeline](#) qui montre la taille et

le statut 770 des investissements publics et privés prévus d'une valeur de CAD \$770 milliards à la fin de la décennie et au-delà, y compris CAD \$465 milliards à 2020-21. Mise à jour annuellement, le Pipeline est vraiment complet et comprend des informations telles que; les résumés des projets, la source de financement (privé / public), le statut du régime, le budget et d'autres sources d'information. Le plan et le Pipeline sont à la fois essentiels pour toutes les entreprises canadiennes ou les investisseurs intéressés par le R.-U.

### Acquisition des infrastructures

Au R.-U., contrairement au Canada, il n'y a aucun organisme central d'acquisition, sauf en Écosse, où [Scottish Futures Trust](#) est exploité de la même façon qu'Infrastructure Ontario et Partnerships BC. Au R.-U., la responsabilité de la majorité des infrastructures publiques incombe au ministère du gouvernement qui a fait part de son besoin en matière d'infrastructures. La [Infrastructure and Projects Authority](#) informe le gouvernement des besoins à long terme en matière d'infrastructures et offre une expertise commerciale pour soutenir les projets et les programmes importants. À la fin de 2015, la [National Infrastructure Commission](#) a été créée pour informer et pour répondre aux besoins les plus stratégiques en matière d'infrastructures. À ce jour, ces besoins comprennent le réseau électrique intelligent, le transport à Londres et une liaison ferroviaire à grande vitesse dans le Nord de l'Angleterre. Étant donné l'importance nationale des infrastructures publiques, les possibilités sont annoncées bien à l'avance et sont publiées dans le [Journal officiel de l'UE](#). Toutefois, il est plus probable que les entreprises canadiennes concluent des sous-contrats à volet 2/3. Dans ce cas, il est préférable d'avoir une interaction avec

les entrepreneurs du volet 1/2, et le SDC peut offrir son aide à cet égard.

Les plus grands projets d'infrastructures sont généralement mis en œuvre par l'entremise d'entités ad hoc qui fournissent des efforts gigantesques pour aider les PME à bénéficier de possibilités d'acquisition de contrats. Par exemple, [High Speed 2](#) et [Tideway](#) ont recours à [CompeteFor](#). Mis en place en prévision des Jeux olympiques de Londres en 2012, CompeteFor s'efforce de devenir le service national de développement de la chaîne d'approvisionnement, en jumelant les acheteurs et les vendeurs.

## Sommaire des projets en développement

Secteurs	N <sup>bre</sup> de projets	total en £ (millions)
Communications	8	£15,395
Déchets	7	£537
Éducation	20	£22,488
Énergie	114	£206,263
Forces de police	29	£1,255
Inondations	29	£4,138
Justice	44	£1,527
Logement et régénération	18	£12,916
Ministère de la défense	47	£8,374
Santé	32	£2,943
Sciences et recherche	25	£6,177
Transport	251	£138,331
Utilités	96	£74,812
Autre	8	£87
Déclaration d'automne de 2016 NIPF 2021/22		£7000.
<b>Somme finale</b>		<b>£502,249</b>

Sommaire du pipeline national de l'infrastructure et de la construction - automne 2016

\* publié le 5 décembre 2016

## Financement des infrastructures

Avant 2010, la Private Finance Initiative (PFI ou version britannique des PPP/P3) était une forme commune d'acquisition de contrats pour une gamme de projets. À ce jour, PFI a versé CAD \$90 milliards d'investissements dans le secteur privé dans plus de 700 projets. Après avoir perdu la confiance de la population, la PFI a été remplacée par un nouveau modèle en 2012, soit [Private Finance 2](#) (PF2). Les changements majeurs apportés montrent la volonté du gouvernement d'encourager de nouveaux types d'investisseurs, particulièrement les caisses de retraite et les compagnies d'assurance vie, à consentir des prêts dans le cadre de projets. La structure des projets de PF2 est fondée sur une répartition à 20-25 % de capitaux propres et à 75-80 % de capitaux d'emprunts. Pour l'investissement de capitaux propres, le gouvernement détiendra un pourcentage de 25 à 49 %, ce qui en fait un investisseur minoritaire qui assume un risque et tire un profit. Le PF2 a eu une utilisation limitée dans le secteur de l'éducation, mais au cours du dernier mois (septembre 2017), les rapports d'information suggèrent que PF2 est à l'étude pour une variété de nouveaux projets, y compris les routes, les soins de santé et le matériel roulant ferroviaire. Le [UK Guarantee Scheme](#) a été lancé en 2013 et comprend un fonds pour encourager l'investissement dans le secteur privé et démarrer des projets d'envergure qui, autrement, auraient été remis à plus tard en raison des conditions de crédit défavorables. Le plan offre une garantie d'État pour permettre aux promoteurs des projets d'avoir accès à un financement. Parmi les projets financés, citons la centrale alimentée à la biomasse de Drax, la

prolongation de la Ligne du nord à Londres et le pont Mersey Gateway à Liverpool.

## Pouvoirs transférés

### Écosse

La responsabilité rattachée aux secteurs des infrastructures, ce qui comprend le logement, les soins de santé, l'éducation et le transport, est transférée au Parlement écossais. Comme c'est le cas à l'échelle nationale, le gouvernement écossais publie chaque année le [Infrastructure Investment Plan and Pipeline](#). En Écosse, le [Scottish Futures Trust](#) est une entreprise publique responsable d'optimiser les ressources associées à l'investissement dans les infrastructures publiques et de garantir un investissement à long terme supérieur à ce qu'offrent les sources de capital traditionnelles. En outre, l'Écosse possède un secteur des PPP limité, mais prospère. Le pays applique le modèle non distributeur de profits, élaboré comme modèle de rechange au système d'acquisition des contrats traditionnel PFI.

### Pays de Galles

À la suite d'un référendum tenu en 2011, des pouvoirs supplémentaires ont été accordés à l'assemblée galloise, permettant au gouvernement de superviser davantage les principales infrastructures, ce qui comprend celles des secteurs des soins de santé, du logement, de l'éducation et des chaussées. Au printemps 2017, le gouvernement gallois a lancé sa première variante de PPP, le [Mutual Investment Model](#), qui représente trois grands projets d'immobilisations dans les domaines de la santé, des transports (routes) et des écoles

## Irlande du Nord

Certains pouvoirs liés aux infrastructures ont été transférés à l'organe exécutif de l'Irlande du Nord, particulièrement dans les secteurs du transport et de la gestion des déchets et des eaux usées. Ces pouvoirs sont centralisés au sein du [ministère des Infrastructures](#). La santé et l'éducation incombent toujours aux ministères respectifs du gouvernement. Actuellement, l'Irlande du Nord n'applique aucun plan des infrastructures.

*Le Royaume-Uni est déterminé à améliorer ses infrastructures dans plusieurs domaines et souhaite voir plus d'entreprises canadiennes développer ces projets. La décision vous appartient !*

Pour plus de détails, prière de contacter:  
[Jason.Kee@international.gc.ca](mailto:Jason.Kee@international.gc.ca)